

Commentaire pour les médias

Chute du Credit Suisse : la BNS sauve l'entreprise qui détruit le climat

Berne, le 16 mars 2023. La Banque nationale suisse sauve le Credit Suisse avec 50 milliards de francs d'argent du contribuable. Les deux banques aggravent la crise du climat et de la biodiversité par leurs investissements et leurs placements. Pour l'Alliance Climatique et d'autres ONG, il est clair que le sauvetage des banques ne peut se faire qu'en toute transparence et accompagné d'exigences climatiques.



L'action pour sauver le Credit Suisse menée aujourd'hui manque à la fois de transparence et de régulation prenant en compte des facteurs de durabilité et de prévoyance. « Un banquier saoudien éternue et on est obligé d'injecter des milliers pour stabiliser les marchés. Si seulement on pouvait en faire de même pour sauver le climat ! », déclare en réaction le conseil national des Vert.e.s, Raphaël Mahaïm.

La Suisse ouvre un parachute doré à la banque fossile en crise Credit Suisse

Depuis l'insolvabilité de deux banques américaines, le Credit Suisse a fortement trébuché en bourse. Pour stabiliser la situation, la Banque nationale suisse a décidé d'accorder un crédit de 50 milliards de francs au Credit Suisse. « Avec le Credit Suisse, la BNS sauve une fois de plus une banque privée qui investit massivement dans la crise climatique. Et ce, avec l'argent des contribuables », critique Björn Müller, responsable de campagne chez Campax. Asti Roesle, experte de la place financière de l'Alliance Climatique suisse, ajoute : « La BNS et la Confédération réagissent toujours lorsqu'il est (presque) trop tard. Avec la crise climatique et celle de la biodiversité, nous ne pouvons pas nous le permettre : nous devons changer de mentalité et prendre des précautions dès maintenant ».

Scandale démocratique

L'accord pour sauver le Crédit Suisse par la BNS a été conclu à huis clos. On ne sait rien pour l'instant des conditions d'octroi des fonds publics et des éventuelles contreparties. « C'est un scandale démocratique ! », déclare Asti Roesle, qui ajoute : « Pendant des années, le Credit Suisse a basé ses activités commerciales sur le profit à tout prix - provoquant ainsi des scandales de corruption et des violations des droits humains, et en alimentant la crise climatique ». Ces pratiques sont à l'origine de la crise actuelle du Credit Suisse.

Des adaptations urgentes de la réglementation financière sont nécessaires

Le cas du Credit Suisse montre que la réglementation financière suisse a besoin d'adaptations urgentes. C'est pourquoi l'Alliance Climatique et d'autres organisations demandent, par le biais de la [pétition « Leurs scandales, notre argent public: ça suffit ! »](#) :

- Une transparence totale sur les conditions de prêt de sauvetage entre la BNS et le Credit Suisse, en particulier le collatéral mis à disposition par la banque de Zürich garantissant les pertes potentielles.
- A ce que toute assistance future de la BNS et de la Confédération à Credit Suisse et d'autres banques suisses soit conditionnée au respect de directives socialement juste et soutenable (climat et biodiversité)
- La BNS et la Confédération doivent efficacement réguler les acteurs financiers privés en prenant en compte le principe de précaution et d'indispensables facteurs de durabilité.

Pour en savoir plus :

- [Pétition : « Leurs scandales, notre argent public: ça suffit ! »](#)
- Site web de la coalition de la BNS : <https://www.notre-bns.ch/>

Contact :

- Asti Roesle (experte de la place financière, Alliance Climatique) asti.roesle@klima-allianz.ch / 079 277 33 85
- Loïc Schwab,(Communication Alliance Climatique) medien@klima-allianz.ch / 079 766 96 20